



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.605/2
du 29 juin 2021

advies 69.605/2
van 29 juni 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
10 décembre 1996 relatif aux
différents documents d'identité
pour les enfants de moins de
douze ans et l'arrêté royal du
25 mars 2003 relatif aux cartes
d'identité'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
10 december 1996 betreffende
de verschillende
identiteitsdocumenten voor
kinderen onder de twaalf jaar
en van het koninklijk besluit
van 25 maart 2003 betreffende
de identiteitskaarten'

Le 14 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans et l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 juin 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juin 2021.

*

Op 14 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar en van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juni 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le préambule ne fait mention ni de l'avis de l'Inspecteur des Finances ni de l'accord du Ministre du Budget.

En ce que le projet détermine un nouveau modèle du document d'identité électronique délivrable aux enfants belges de moins de douze ans, il ne peut être exclu que le projet ait des incidences budgétaires.

L'auteur de projet veillera à accomplir ces deux formalités préalables et à les viser au préambule.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

L'article 3 du projet fixe la durée de la validité du document d'identité électronique à trois ans à partir de la date de demande du document.

Il convient dès lors de viser également, à l'alinéa 1^{er}, l'article 6, § 6, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour', qui habilite le Roi à fixer, pour certaines catégories d'âge, une durée de validité plus courte ou plus longue que celle fixée à l'article 6, § 6, alinéa 1^{er}, de cette loi.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Le rapport au Roi explique que l'article 1^{er} du projet a pour objet de prévoir que les documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans « ainsi que les certificats d'identité pour enfants étrangers de moins de douze ans » seront renouvelés dans les mêmes cas et selon les mêmes modalités que ceux qui président au renouvellement des cartes d'identité électroniques.

Or, l'article 1^{er} du projet ne consacre pas cette intention eu égard au fait qu'il y est uniquement fait référence aux « documents d'identité électroniques visés au [c]hapitre IIIbis » de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 'relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans', soit le document d'identité électronique délivré aux enfants belges de moins de douze ans.

Interrogée à cet égard, la déléguée de la Ministre a expliqué qu'

« [e]ffectivement, les deux alinéas ajoutés à l'article 13 par l'article 1^{er} du projet d'arrêté royal ne concernent que les seuls documents d'identité électroniques et ne devraient pas figurer dans un [c]hapitre concernant des dispositions communes ».

Il résulte de cette explication que, contrairement à ce qu'expose le rapport au Roi, le dispositif en projet à l'article 1^{er} n'aurait vocation à ne s'appliquer qu'aux enfants belges, au sujet desquels la délivrance du document d'identité est réglée par le chapitre IIIbis de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 (« Du document d'identité électronique »).

L'article 1^{er} du projet et le rapport au Roi seront adaptés en conséquence.

2. De l'accord de la déléguée de la Ministre, la formulation de l'article 13 en projet sera simplifiée en indiquant simplement que l'article 5 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 'relatif aux cartes d'identité' est applicable aux documents d'identité électroniques visés au chapitre IIIbis de l'arrêté royal du 10 décembre 1996.

Article 2

1. L'article 16ter, alinéa 1^{er}, en projet, prévoit que

« [l]e document d'identité électronique est conforme au modèle ID1, conformément à la norme ISO/IEC 7810:2019, disponible sur le site Internet de la Direction générale Institutions et Population du Service public fédéral intérieur ».

Il ressort du rapport au Roi que

« le modèle dudit document pourra être consulté sur le site Internet de la Direction générale Institutions et Population du Service public fédéral intérieur ».

L'article 16ter, alinéa 1^{er}, en projet comporte dès lors une délégation à la Direction générale Institutions et Population du Service public fédéral intérieur de fixer le modèle de ce document d'identité électronique et de le rendre accessible sur son propre site internet.

Rendre le modèle de document d'identité électronique uniquement accessible sur le site internet de l'administration ne peut être admis.

En effet, l'absence de publication au sens de l'article 190 de la Constitution affecte le caractère obligatoire du document d'identité électronique, ce qui, eu égard à son importance au niveau de l'identification d'une personne belge de moins de douze ans, n'est pas admissible.

Dès lors, afin qu'il puisse être publié au *Moniteur belge* et, par conséquent, revêtir un caractère obligatoire ¹, il convient soit que le projet détermine directement, éventuellement en annexe, le modèle du document d'identité électronique ², soit qu'il habilite le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions à l'arrêter.

L'article 16ter, alinéa 1^{er}, en projet sera revu à la lumière de cette observation.

2. Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité.

L'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit en outre reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur.

L'article 16ter, alinéa 1^{er}, en projet prévoit la présence d'un code-barres bidimensionnel sur le document d'identité électronique. Les données auxquelles la lecture de ce code-barres donnerait accès figurent à l'article 16ter en projet, à savoir le numéro de registre national, la date de naissance, le numéro du document d'identité électronique et la date de fin de validité de celui-ci.

Le rapport au Roi explique ce qui suit sur ce point :

« L'objectif du code-barres est notamment d'augmenter les potentialités d'utilisation de la carte d'identité par d'autres alternatives qu'un lecteur de cartes, en vue, par exemple, d'une identification univoque des assurés sociaux concernés. En effet, les utilisateurs du code-barres sont pour la plupart des instances du réseau de la sécurité sociale ».

¹ Conformément à l'article 56, § 1^{er}, alinéa 4, des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966, et à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

² Comme c'est le cas pour le modèle actuel du document d'identité électronique qui se retrouve dans l'annexe 3 de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 'relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans', que l'article 5 du projet arrêté entend abroger.

Dans son avis n° 17/2021 du 25 février 2021, l'Autorité de protection des données a observé ce qui suit en se référant à ses critiques déjà exprimées au sujet du code-barre bidimensionnel dans son avis n° 100/2019³ :

« Plus concrètement, elle considère que les données enregistrées sur le code-barres sont disproportionnées au regard des finalités poursuivies⁴. La possibilité supplémentaire d'une identification univoque des assurés sociaux par les instances du réseau de la sécurité sociale à l'aide du code-barres bidimensionnel, qui est avancée en l'occurrence par le demandeur, ne peut pas être considérée comme étant de nature à donner lieu à une révision du point de vue de l'Autorité. Compte tenu des frais relativement limités de l'installation, l'identification via un lecteur de carte est toujours préférable »⁵.

Il appartient donc à l'auteur du projet de réexaminer la pertinence de la présence d'un code-barres bidimensionnel sur le document d'identité électronique au regard des finalités pouvant être légitimement poursuivies.

S'il maintient ce code-barres, il lui incombera de préciser expressément qui peut y avoir accès et à quelles fins, en vue d'assurer au mieux la protection de la vie privée au regard du traitement ultérieur de ces données⁶.

L'article 16ter en projet et le rapport au Roi seront revus à la lumière de ces observations.

3. Dès lors que le projet d'arrêté trouve son fondement juridique dans le paragraphe 6, alinéa 2, et le paragraphe 7 de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991, il se trouve entièrement soumis aux règles prescrites par cette loi.

Il est donc inutile de rappeler dans le dispositif du projet que l'article 6, § 4, « s'applique au document d'identité électronique, tant en ce qui concerne la lecture que l'enregistrement des données qui figurent sur ledit document ».

L'alinéa 2 de l'article 16ter en projet sera omis.

³ Points nos 20 à 27 de cet avis n° 100/2019 du 3 avril 2019, en particulier les points 26 et 27 portant sur les risques de fraude à l'identité.

⁴ *Note de bas de page n° 5 de avis de l'Autorité de Protection des données* : Dans la mesure où le code-barres peut contribuer à la vérification rapide de l'âge du titulaire, il suffit que seule la date de naissance soit mentionnée (point 24 de l'avis n° 100/2019).

⁵ Avis n° 17/2021 du 25 février 2021 de l'Autorité de protection des données, point 6.

⁶ Voir, pour une observation similaire, l'avis n° 66.611/2 du 28 octobre 2019 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 10 décembre 2019 'modifiant l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité et l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière', pp. 4-6 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66611.pdf>).

Article 3

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la plus-value de l'ajout des mots « sans préjudice de l'article 16bis, § 2, » à l'article 16quater en projet.

En effet, l'article 16bis, § 2, et l'article 16quater peuvent, en l'état, parfaitement s'articuler comme suit : le document d'identité électronique est valable pour trois ans (article 16quater) même dans l'hypothèse où l'enfant atteint l'âge de douze ans au cours de cette période de validité (article 16bis, § 2).

En ce qu'ils sont superflus et peuvent en outre porter à confusion, les mots « sans préjudice de l'article 16bis, § 2, » seront omis.

Article 4

Le Roi n'est plus compétent, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2003 'modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques', pour déterminer le contenu des cartes d'identité.

Il ressort des travaux préparatoires de cette loi que le législateur a entendu se réserver cette compétence pour assurer une meilleure protection de la vie privée du citoyen ⁷. Pareille démarche est conforme au principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution.

Dans la mesure où l'article 4 du projet entend adapter les données à faire figurer sur le document d'identité électronique en conséquence des modifications apportées à la loi du 19 juillet 1991 en ce qui concerne les informations contenues sur la carte d'identité électronique, il ne peut être admis puisqu'il s'agit d'une compétence réservée au législateur.

L'article 4 sera dès lors omis.

Article 6 nouveau

La question se pose de savoir dans quelle mesure les modifications en projet s'appliquent également aux documents d'identité électroniques délivrés avant l'entrée en vigueur du projet d'arrêté.

Interrogée sur la question, la déléguée de la Ministre a exposé ce qui suit :

« Il est proposé de prévoir une disposition prévoyant la date à laquelle le nouveau modèle est délivré tout en maintenant la validité des anciens modèles déjà délivrés antérieurement à cette date ».

⁷ Doc. parl., Chambre, 2002-2003, n° 50-2226/001, p. 30.

Compte tenu notamment de cette explication et du constat selon lequel la durée de validité des cartes d'identité a un point de départ différent selon que réglementation actuelle ou celle en projet s'applique, un nouvel article 6 sera inséré de manière à modaliser l'application des dispositions du projet d'arrêté aux documents d'identité électroniques déjà délivrés avant son entrée en vigueur, le cas échéant en prévoyant des mesures transitoires.

Article 7 (devenant l'article 8)

Un secrétaire d'État ne peut pas être chargé de l'exécution d'un arrêté royal, si bien qu'il ne peut être mentionné à l'article 7 du projet ⁸.

*

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In de aanhef wordt geen melding gemaakt van het advies van de inspecteur van financiën of van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

In zoverre het ontwerp strekt tot het vaststellen van een nieuw model van het elektronisch identiteitsdocument dat uitgereikt kan worden aan Belgische kinderen onder de twaalf jaar, kan niet uitgesloten worden dat het een weerslag op de begroting zal hebben.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat die twee voorafgaande vormvereisten vervuld worden en dat daarnaar verwezen wordt in de aanhef.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In artikel 3 van het ontwerp wordt de geldigheidsduur van het elektronisch identiteitsdocument vastgelegd op drie jaar vanaf de datum waarop dit document aangevraagd wordt.

In het eerste lid van de aanhef dient dan ook eveneens verwezen te worden naar artikel 6, § 6, tweede lid, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten’, waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt voor bepaalde leeftijdscategorieën een kortere of langere geldigheidsduur te bepalen dan die vastgelegd in artikel 6, § 6, eerste lid, van die wet.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In het verslag aan de Koning wordt uitgelegd dat artikel 1 van het ontwerp ertoe strekt voor te schrijven dat de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar “en de identiteitscertificaten voor buitenlandse kinderen onder de twaalf jaar” vernieuwd worden in dezelfde gevallen en volgens dezelfde modaliteiten als die vastgelegd voor de vernieuwing van de elektronische identiteitskaarten.

Die bedoeling blijkt evenwel niet uit artikel 1 van het ontwerp gelet op het feit dat daarin alleen verwezen wordt naar de elektronische identiteitsdocumenten zoals bedoeld “in [h]oofdstuk III*bis*” van het koninklijk besluit van 10 december 1996 ‘betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar’, namelijk het elektronisch identiteitsdocument dat afgegeven wordt aan Belgische kinderen onder de twaalf jaar.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Effectivement, les deux alinéas ajoutés à l'article 13 par l'article 1^{er} du projet d'arrêté royal ne concernent que les seuls documents d'identité électroniques et ne devraient pas figurer dans un [c]hapitre concernant des dispositions communes.”

Uit die uitleg volgt dat het de bedoeling zou zijn dat de ontworpen bepaling, in tegenstelling tot wat in het verslag aan de Koning uiteengezet wordt, alleen zou gelden voor Belgische kinderen, voor wie de afgifte van het identiteitsdocument geregeld wordt bij hoofdstuk III*bis* van het koninklijk besluit van 10 december 1996 (“Het elektronisch identiteitsdocument”).

Artikel 1 van het ontwerp en het verslag aan de Koning moeten dienovereenkomstig aangepast worden.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de formulering van het ontworpen artikel 13 vereenvoudigd moet worden door daarin gewoon aan te geven dat artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 ‘betreffende de identiteitskaarten’ van toepassing is op de elektronische identiteitsdocumenten bedoeld in hoofdstuk III*bis* van het koninklijk besluit van 10 december 1996.

Artikel 2

1. In het ontworpen artikel 16*ter*, eerste lid, wordt het volgende bepaald:

“Het elektronisch identiteitsdocument is conform aan het ID1-model overeenkomstig de norm ISO/IEC 7810:2019, dat beschikbaar is op de website van de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.”

Uit het verslag aan de Koning blijkt dat

“dat dit documentmodel (...) geraadpleegd zal kunnen worden op de website van de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.”

Het ontworpen artikel 16*ter*, eerste lid, bevat bijgevolg een delegatie aan de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken met het oog op het vaststellen van het model van dat elektronisch identiteitsdocument en het toegankelijk maken ervan op haar eigen website.

Dat bepaald wordt dat dit elektronisch identiteitsdocument alleen op de website van het bestuur geraadpleegd zal kunnen worden, kan niet aanvaard worden.

Doordat dit model niet bekendgemaakt wordt overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet, komt het verplicht gebruik van dat elektronisch identiteitsdocument immers in het gedrang, wat, gelet op het belang ervan voor de identificatie van een Belgische persoon onder de twaalf jaar, niet aanvaard kan worden.

Opdat het model van het elektronisch identiteitsdocument in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt kan worden¹ en het gebruik ervan bijgevolg verplicht kan worden,² dient het dan ook, eventueel in de vorm van een bijlage, rechtstreeks vastgesteld te worden in dit ontwerp of dient de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken daarin gemachtigd te worden het vast te stellen.

Het ontworpen artikel 16ter, eerste lid, moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het legaliteitsbeginsel nageleefd dient te worden.

De inmenging in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het privéleven moet in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen geformuleerd worden zodat de gevallen waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat, te voorzien zijn.

Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een redelijke verantwoording en evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.

In het ontworpen artikel 16ter, eerste lid, wordt bepaald dat het elektronisch identiteitsdocument een tweedimensionale barcode bevat. De gegevens die via die barcode uitgelezen kunnen worden, worden opgesomd in het ontworpen artikel 16ter, namelijk het rijksregisternummer, de geboortedatum, het nummer van het elektronisch identiteitsdocument en de datum tot wanneer dat document geldig is.

In het verslag aan de Koning staat in dat verband:

“De barcode zorgt er namelijk voor dat de identiteitskaart ook op andere manieren gebruikt kan worden dan enkel met een kaartlezer, bijvoorbeeld met het oog op een éénduidige identificatie van de betrokken sociaal verzekerden. De gebruikers van de barcode zijn immers voor het merendeel instanties van het netwerk van sociale zekerheid.”

¹ Zoals dat het geval is voor het huidige model van het elektronische identiteitsdocument dat opgenomen is in bijlage 3 van het koninklijk besluit van 10 december 1996 ‘betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar’, die bij artikel 5 van het ontwerp opgeheven wordt.

² Overeenkomstig artikel 56, § 1, vierde lid, van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966, en artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft in haar advies nr. 17/2021 van 25 februari 2021, met verwijzing naar de bezwaren die ze reeds in haar advies nr. 100/2019³ had geformuleerd in verband met de tweedimensionale barcode, het volgende opgemerkt:

“Meer concreet is zij van oordeel dat de in de barcode opgenomen gegevens disproportioneel zijn ten aanzien van de beoogde doeleinden.⁴ De bijkomende mogelijkheid tot éénduidige identificatie van sociaal verzekerden door de instanties van het netwerk van de sociale zekerheid aan de hand van de tweedimensionale barcode die *in casu* door de aanvrager naar voren wordt geschoven kan niet worden geacht aanleiding te geven tot een herziening van de zienswijze van de Autoriteit. Rekening houdend met de relatief beperkte kost van installatie, geniet de identificatie via een kaartlezer steeds de voorkeur.”⁵

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp opnieuw na te gaan of het aanbrengen van een tweedimensionale barcode op het elektronisch identiteitsdocument relevant is in het licht van de doeleinden die daarmee legitiem nagestreefd kunnen worden.

Als hij de barcode behoudt, zal hij uitdrukkelijk moeten aangeven wie ze mag uitlezen en met welke doeleinden, met het oog op het optimaal beschermen van het privéleven ingeval die gegevens later verwerkt worden.⁶

Het ontworpen artikel 16^{ter} en het verslag aan de Koning moeten in het licht van die opmerkingen herzien worden.

3. Aangezien het ontwerpbesluit rechtsgrond vindt in paragraaf 6, tweede lid, en paragraaf 7 van artikel 6 van de wet van 19 juli 1991, valt het volledig onder de bij die wet voorgeschreven regels.

Het is dan ook niet nodig om er in het dispositief van het ontwerp aan te herinneren dat artikel 6, § 4, “van toepassing [is] op het elektronisch identiteitsdocument, zowel voor het lezen als voor het registreren van de gegevens die op het document opgenomen zijn”.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 16^{ter} moet weggelaten worden.

³ Randnummers 20 tot 27 van dat advies nr. 100/2019 van 3 april 2019, inzonderheid de randnummers 26 en 27 met betrekking tot het risico op identiteitsfraude.

⁴ Voetnoot 5 van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit: In de mate dat de barcode kan bijdragen tot de snelle verificatie van de leeftijd van de houder, dan volstaat het dat louter de geboortedatum wordt vermeld (randnummer 24 van advies nr. 100/2019).

⁵ Advies 17/2021 van 25 februari 2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, randnummer 6.

⁶ Voor een vergelijkbare opmerking, zie advies 66.611/2 van 28 oktober 2019 over een ontwerp van besluit dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 december 2019 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten en het koninklijk besluit van 19 april 2014 aangaande de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire beroepsposten’, 12 tot 14 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66611.pdf>).

Artikel 3

De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet niet in wat de meerwaarde is van de toevoeging van de woorden “Onverminderd artikel 16bis, §2,” in het ontworpen artikel 16quater.

Men kan ervan uitgaan dat artikel 16bis, § 2, en artikel 16quater, in hun huidige vorm, perfect bij elkaar kunnen aansluiten volgens deze interpretatie: het elektronisch identiteitsdocument is drie jaar geldig (artikel 16quater) zelfs als het kind de leeftijd van twaalf jaar bereikt in de loop van die geldigheidsperiode (artikel 16bis, § 2).

Doordat de woorden “Onverminderd artikel 16bis, §2,” overbodig zijn en bovendien aanleiding kunnen geven tot verwarring, moeten ze weggelaten worden.

Artikel 4

Sinds de inwerkingtreding van de wet van 25 maart 2003 ‘tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ is de Koning niet langer bevoegd om de inhoud van de identiteitskaarten te bepalen.

Uit de parlementaire voorbereiding van die wet blijkt dat de wetgever zich die bevoegdheid heeft willen voorbehouden met het oog op een betere bescherming van de privacy van de burger.⁷ Een dergelijke werkwijze is conform het legaliteitsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet.

Voor zover artikel 4 van het ontwerp strekt tot aanpassing van de gegevens die op het elektronisch identiteitsdocument opgenomen moeten worden ten gevolge van de wijzigingen van de wet van 19 juli 1991 met betrekking tot de informatie die op de elektronische identiteitskaart opgenomen wordt, kan dat artikel niet aanvaard worden, aangezien het gaat om een bevoegdheid die aan de wetgever voorbehouden is.

Artikel 4 moet dan ook weggelaten worden.

Nieuw artikel 6

De vraag rijst in welke mate de ontworpen wijzigingen eveneens van toepassing zijn op de elektronische identiteitsdocumenten die afgegeven zullen zijn voordat het ontwerpbesluit in werking treedt.

⁷ Parl. St. Kamer 2002-03, nr. 50-2226/001, 30.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il est proposé de prévoir une disposition prévoyant la date à laquelle le nouveau modèle est délivré tout en maintenant la validité des anciens modèles déjà délivrés antérieurement à cette date.”

Inzonderheid gelet op die uitleg en op de vaststelling dat de geldigheidsduur van de identiteitskaarten op een andere datum ingaat naargelang de huidige dan wel de ontworpen regeling van toepassing is, moet een nieuw artikel 6 ingevoegd worden dat ertoe strekt een nadere invulling te geven aan de toepassing van de bepalingen van het ontwerpbesluit op de elektronische identiteitsdocumenten die reeds uitgereikt zijn vóór de inwerkingtreding ervan, in voorkomend geval door te voorzien in overgangsmaatregelen.

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt)

Een staatssecretaris kan niet belast worden met de uitvoering van een koninklijk besluit, zodat hij niet vermeld mag worden in de Franse tekst van artikel 7 van het ontwerp.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167.